



LA FEDERATION COMMUNIQUE

ÉLECTIONS POLITIQUES

PROLONGER NOS LUTTES

Opulence et cadeaux de toutes sortes pour les actionnaires d'un côté, de l'autre, attaques multiples contre les travailleurs et le peuple. Patronat et gouvernement usent de la répression, de la démagogie, de l'autoritarisme, de la violence d'État pour étouffer toute résistance à leurs politiques austéritaires. Pourtant, le développement des luttes est indéniable dans tous les secteurs d'activité. Nos secteurs professionnels ne font pas exception.

Si notre fédération, avec la Cgt, lutte pour l'amélioration des conditions d'existence quotidienne des salariés, elles œuvrent aussi pour l'éradication du système capitaliste et pour un changement révolutionnaire de la société. C'est la « double besogne » inscrite dans les orientations de notre syndicalisme de classe, de masse, démocratique et indépendant. Indépendance ne veut pas dire neutralité face aux politiques mises en œuvre. Nos luttes doivent trouver un prolongement politique dans la vie quotidienne, dans les engagements politiques et électoraux, dans les perspectives de changements radicaux de système politique, économique, social et culturel.

C'est le sens du soutien de huit militants de nos syndicats aux candidatures du Parti communiste français et à celle de son secrétaire national Fabien Roussel. Les élus et militants communistes sont toujours aux côtés des salariés en lutte, que ce soit Fabien Roussel notamment avec les salariés de l'industrie sucrière ou André Chassigne, député communiste du Puy-de-Dôme, portant à l'Assemblée nationale des propositions travaillées en commun avec notre fédération. Un groupe communiste avec de nombreux députés à l'Assemblée permet de porter les revendications et propositions des salariés, de conforter le rapport des forces et de peser dans le débat national.

La portée de l'influence communiste s'inscrit dans un processus de montée en puissance et dans la durée des interventions revendicatives et politiques. Elle permet d'ouvrir des perspectives de changements profonds, de faire prévaloir à gauche des solutions transformatrices, d'enclencher une dynamique de reconquête du monde du travail et des classes populaires. Elle doit servir à la convergence des mouvements sociaux et des organisations progressistes, humanistes, de classe, de jeunesse, féministes, écologistes, antiracistes, pacifistes, sur des propositions nouvelles en rupture avec le capitalisme. Elle contribuera à casser la programmation d'un duel hypothétique « Macron-Le Pen » rabâchée par les médias de la pensée unique et manipulée par le grand patronat, à porter le débat sur le fond de la sortie de la crise systémique du capitalisme.

Les salariés n'ont rien à attendre d'un populisme qui épargne le patronat ou de forces de renonciation qui accompagnent le libéralisme ou verdissent le capitalisme. Les salariés ont déjà payé trop cher cette décrédibilisation de la gauche par le passé et qui fait le lit d'un fascisme, même ripoliné.

La situation économique et sociale est dramatique pour des millions de travailleuses et de travailleurs. Macron, la droite et l'extrême-droite préparent de nouveaux sacrifices au nom de la dette qui ne sert que la caste des privilégiés. L'augmentation sensible du Smic, la réduction du temps de travail, l'avancement de l'âge de départ à la retraite, la reconquête de la Sécurité sociale, de l'industrie et des services publics, la sécurisation de l'emploi, de nouveaux droits pour les salariés et leurs organisations syndicales, l'appropriation sociale et nationale des moyens de production des secteurs stratégiques, autant de propositions portées par notre fédération et, dans ses responsabilités propres, par le Parti communiste français, qui sont au cœur des objectifs de changement.

Déclaration adoptée à l'unanimité
Comité exécutif fédéral
Montreuil, le 19 avril 2021